



# Jean Duhamel

## Le V<sup>e</sup> Président

Extrait de la publication

GALLIMARD







© *Éditions Gallimard, 1987.*

Extrait de la publication

*A Marc et Josette*



*Introduction*

LA PUISSANCE ET LA GLOIRE





Dans un an ou – qui sait? – plus tôt, la France va élire son V<sup>e</sup> Président.

Sous cette République, l'élection présidentielle est devenue l'élection reine et l'enjeu principal. Elle seule confère la puissance et la gloire, le prestige et la durée, la primauté et le sacre. Le Président français dispose en théorie de davantage de pouvoir que tout autre chef de l'Exécutif dans un pays démocratique. Lorsqu'il peut s'appuyer sur une majorité parlementaire – comme ce fut le cas sans interruption de 1958 à 1986 – son influence apparaît presque hégémonique, excessive.

Même maintenant qu'il est privé de sa majorité politique – situation inédite – son influence reste considérable. Il conserve ses attributions symboliques – il est la France, il est la République – et la Constitution lui garantit un rôle dès qu'il s'agit de politique étrangère ou de défense nationale. Surtout, il dispose d'un pouvoir d'appel qui représente son arme suprême, sa force de dissuasion. A n'importe quel moment, il peut faire des citoyens les arbitres. Qu'intervienne un trop grand dissentiment avec le Premier ministre, qu'il s'oppose absolument à une initiative gouvernementale, qu'il

condamne un projet, qu'il refuse un reniement, a fortiori une humiliation, et aussitôt il a le droit d'en appeler au jugement du peuple roi en dissolvant l'Assemblée nationale ou, mieux encore, en démissionnant de sa fonction, la procédure la plus solennelle et la plus dramatique, la plus loyale et la plus directe. Sous la V<sup>e</sup> République, un Président, même diminué par une majorité parlementaire contraire, ne saurait être un figurant.

Or jamais élection présidentielle n'aura été plus décisive, plus attendue, plus excitante que celle qui désignera le successeur de François Mitterrand. Par principe, la compétition prend un tour personnel. La relation entre le candidat et l'électeur saute par-dessus les appareils, bouscule les clivages, se moque des déterminismes, les nargue tout au moins. Le chef de file d'un petit parti peut distancer le leader d'une puissante formation : c'est ce que réussit en 1974 Valéry Giscard d'Estaing face à Jacques Chaban-Delmas au premier tour de l'élection. Un candidat de gauche peut parfaitement l'emporter, comme François Mitterrand finit par le faire il y a maintenant six ans, après avoir manqué d'un rien la victoire en 1974 et déjà mis le général de Gaulle lui-même en ballottage dès 1965. Quand les Français choisissent leur souverain, tout peut toujours se produire, tout peut toujours arriver. Surtout lorsque, comme aujourd'hui, personne ne sachant si le septennat ira jusqu'à son terme, l'incertitude sur la date du combat s'ajoute à l'énigme qu'est le nom du futur vainqueur.

D'autant que dans la France de 1987 les citoyens croient beaucoup moins qu'avant aux belles doctrines et plus du tout aux vérités dogmatiques. La V<sup>e</sup> République vient d'expérimenter tour à tour le gaullisme, le libéral-colbertisme, le socialisme de la rupture et puis celui de la

gestion. Elle s'essaie depuis mars 1986 à un libéralisme presque authentique. Devant ces variations théoriques et pratiques, chacun échafaude désormais sa propre échelle des valeurs, personne ou presque ne croit plus qu'il existe de solutions miraculeuses ni d'alliances éternelles. Les Hexagonaux deviennent plus réalistes, donc plus sceptiques. Plutôt que le lyrisme, ils pratiquent la comparaison.

Ainsi s'avisent-ils de ce que les qualités individuelles départagent mieux les candidats que le contenu des plates-formes. L'élection présidentielle s'adapte admirablement à cette évolution-là. Par la télévision, chaque citoyen se forge une idée personnelle des hommes en compétition. Les électeurs se sentent souvent impuissants devant la complexité d'un dossier qui dépasse leur information. En revanche, ils choisissent aisément entre les champions. Après un quart de siècle de noviciat les citoyens électeurs ont bien compris que si la politique ce sont les idées, le pouvoir, ce sont les hommes. Et qu'il est plus sûr d'opter entre ceux-ci qu'entre celles-là.

Est-ce à dire que n'importe quel démagogue, pourvu qu'il soit doté par la nature d'un physique avenant, d'une voix mélodieuse, de solides moyens financiers, et d'une éloquence bien adaptée aux canons de l'audiovisuel, aurait sa chance à l'élection présidentielle? Point du tout. La personnalisation du pouvoir est sans pitié pour les médiocres et débusque les imposteurs. Une campagne pour le poste suprême, pour la première charge de l'État, impose des centaines de meetings et de discours, des dizaines d'heures d'émissions à la radio et à la télévision. Personne n'est capable de donner le change tout ce temps-là, nul ne peut jouer jusqu'au bout la comédie dans la course au pouvoir.

Aucun des quatre premiers présidents de la V<sup>e</sup> République n'a manqué d'envergure. Il n'est certes pas besoin d'être un homme d'État pour figurer au premier tour de l'élection présidentielle. Mais se qualifier pour le second tour, devenir vraiment présidentiable, requiert de tout autres facultés. Dans la compétition présidentielle, on peut s'improviser candidat, on ne peut pas s'improviser éligible.

Pour franchir le barrage, pour avoir une chance de participer au duel final, il faut remplir toute une série de conditions.

Être connu d'abord, car une popularité ne se fabrique pas à l'improviste. Le mythe de l'outsider étranger à la scène politique surgit comme un héros de légende irrésistible au beau milieu du combat, relève de l'imaginaire. En politique, Ivanhoé n'existe pas.

Incarner une tradition, une sensibilité, ou au moins une attente précise, ensuite : dans la compétition présidentielle, les solitaires ne passent pas. Cela ne veut pas dire qu'il faille à tout prix porter les couleurs d'un parti politique. Au contraire : mieux vaut ne pas passer pour un homme d'appareil, pour un cacique, pour un hiérarque. Tout présidentiable doit pouvoir se faire rassembleur, à condition de partir d'une base. Ratisser large au second tour exige d'avoir auparavant bien creusé son sillon. S'il est tout à fait interdit d'apparaître en représentant d'un clan, il est indispensable d'appartenir à une famille. Dans l'élection présidentielle, il n'y a pas d'enfant trouvé.

Et puis, avoir des convictions, certes, mais modérées. Les extrémistes, de droite comme de gauche, courent toujours leur chance, c'est la démocratie, mais ils terminent régulièrement en queue de peloton. Les militants

adorent le vacarme, les électeurs n'aiment pas le tohu-bohu et se défient de ceux qui rêvent fractures et cassures, plaies et bosses. Il a fallu des circonstances exceptionnelles et un très grand talent personnel pour que le communiste Jacques Duclos dépasse les 21 % de voix en 1969. Depuis que l'on choisit le Prince au suffrage universel, jamais un représentant des gauchistes, du P.C. ou de l'extrême droite n'a pu se qualifier pour le second tour ni même l'approcher. Le duel final n'est ouvert qu'aux hommes de gouvernement.

Encore faut-il, c'est même le plus important, posséder un charisme, cet ascendant mystérieux qui draine les foules et subjugue les téléspectateurs. Pour cela point de recette, point d'entraînement intensif, point de gourou, point de miracle publicitaire. L'autorité morale, l'emprise sur les autres ne se fabriquent pas, ne s'acquièrent pas. On peut corriger des défauts, parfaire un style, améliorer une expression ou des gestes, modifier une allure. Mais l'autorité naturelle, mais l'empire sur les citoyens, mais le charme qui permet de séduire, de convaincre ou d'impressionner ne s'apprennent pas, ne s'achètent pas, ne se transmettent pas. Un homme public charismatique peut être beau ou laid, élégant ou mal fagoté, autodidacte ou universitaire, de gauche comme de droite bien sûr. Son aptitude à faire partager ses convictions et à capter les adhésions en fait un personnage particulier. Cette influence-là, décuplée par la télévision, tous les hommes d'État ne la possèdent pas et tous ceux qui en bénéficient ne sont pas des hommes d'État. Mais pour se faire élire à l'Élysée par le suffrage universel direct, elle constitue l'arme la plus précieuse.

Que l'élection ait lieu à sa date normale, en avril 1988, ou bien qu'elle intervienne auparavant, à l'issue d'une

crise politique ou d'un blocage institutionnel, une dizaine de candidats sera sur les rangs, c'est la coutume et la logique. Certains d'entre eux se sont déjà quasiment déclarés comme Raymond Barre, Michel Rocard ou Jean-Marie Le Pen. D'autres se situent implicitement sur la ligne de départ comme Jacques Chirac ou André Lajoinie. D'autres encore n'écartent pas au fond d'eux-mêmes l'éventualité d'entrer en lice si les circonstances se montrent bonnes filles, si le destin leur fait signe : tel est le cas de François Léotard, de Laurent Fabius, de Valéry Giscard d'Estaing, voire de Pierre Mauroy ou Lionel Jospin. Ce sont ces personnages qui font l'objet de ce livre. Certains devront abandonner en chemin, la mort dans l'âme ou satisfaits d'avoir pris date pour l'avenir. D'autres se retireront de la course, avant d'avoir pu formellement faire acte de candidature : le parti socialiste n'aura pas quatre représentants, ni l'U.D.F. trois champions.

Mais les véritables postulants à la candidature se recruteront parmi ces dix personnalités-là et les hommes politiques susceptibles de participer au duel final appartiendront difficilement à un cercle plus large. Il eût été aisé d'en accroître le nombre : un Jacques Chaban-Delmas, s'il était redevenu Premier ministre en 1986, aurait été en situation de concourir mais ce n'est plus le cas, quelle que soit la sympathie qu'il inspire : dans sa famille, Jacques Chirac sera le seul candidat. Un Jacques Delors, actuel président de la Commission européenne, possède assurément l'envergure et la hauteur de vues d'un présidentiable mais il est trop original et solitaire pour être présenté par son parti, trop loyal pour passer outre l'appareil : sous le prochain septennat, on l'imagine plutôt à l'hôtel Matignon ; au P.S. encore, décidément

presque trop riche en hommes, un Jean-Pierre Chevènement, ambitieux et brillant, ronge son frein et se console en lorgnant déjà vers 1995, un Charles Hernu a joué avec l'idée d'une candidature, un Pierre Bérégovoy, peut-être le plus convaincant des ministres de la législature de gauche, a pu y songer en silence; un Jack Lang, le plus pittoresque et le plus mirobolant des astres socialistes, peut avoir pensé que la popularité amusée qu'il suscite pouvait se métamorphoser en adhésion politique. Certains de ceux-là n'auraient pas déparé la sélection et valent mieux que plusieurs probables protagonistes. Leur tour se présentera peut-être en d'autres occasions. Il n'est pas venu cette fois.

En fait, le seul outsider possible, le seul champion impromptu s'appelle... François Mitterrand. Ce cas particulier sera examiné en conclusion.

Il n'y a pas, le lecteur l'aura sans doute relevé, de femme parmi ces dix présidentiables-là. Simone Veil qui aurait pu y aspirer, a toujours assuré qu'elle n'envisageait pas un instant l'hypothèse. Marie-France Garaud a déjà concouru avec son brio habituel mais la situation orgueilleusement marginale qu'elle choisit lui interdit toute espérance. Arlette Laguiller, la trotskiste préférée des Français, se risquera peut-être de nouveau dans l'arène. Elle y recueillerait alors, comme n'importe quel candidat extrémiste, un score symbolique. Ce n'est pas encore avec la prochaine élection qu'une femme pourra concourir avec quelque chance.

En revanche, peut-être se trouvera-t-il un ou deux chefs d'entreprise pour vouloir saisir l'occasion d'exposer aux Français leurs credos et leurs expériences comme le célèbre jeune milliardaire Bernard Tapie qui aime tant les projecteurs. Yves Montand, le si populaire et si



chaleureux comédien et chanteur, passionné de politique depuis toujours, prompt à s'engager personnellement avec fougue, a remporté de grands succès lors d'émissions quasi politiques à la radio et à la télévision. Il joue parfois avec l'idée d'une candidature, à laquelle le pousse une partie de son entourage. On l'imagine aisément s'interrogeant sur le sens de ce rôle superbe, fascinant, de prétendant à l'Élysée. Là aussi, faute d'être soutenus par une famille politique, faute d'être depuis longtemps déjà sur les rails du pouvoir, faute d'être du métier politique, tous ces personnages ne pourraient, le cas échéant, que participer sans espoir de vaincre. Ils en ont bien le droit... même si l'on peut se demander ce que feraient ces divas parmi les choristes.

Enfin, chez les notables, chez les caciques, chez les féodaux de la politique, il s'en trouve plus d'un pour être secrètement prêt à faire don de sa personne au pays. Une brochette d'anciens ministres, un quarteron de présidents de conseils régionaux, deux frères ennemis écologistes et un dissident centriste ou radical se tiennent toujours prêts à se dévouer aux grandes causes nationales. La plupart se décourageront avant d'avoir osé rendre leurs rêves publics. Une triplète persévéra peut-être et jouera les utilités le jour du scrutin, afin de pouvoir bénéficier auparavant des privilèges de la campagne à la radio et à la télévision. Elle n'en sortira pas fortifiée.

L'élection, comme toujours, se jouera entre les candidats incarnant avec le plus de talent les principaux courants de la vie publique : ainsi le veut le système politique. Ce sont les présidentiables les plus naturels et les plus influents qui fournissent donc les figures de ce livre. L'un d'eux deviendra le V<sup>e</sup> Président de cette République. Chacun fait l'objet d'un chapitre qui tente de

mesurer ses qualités et ses défauts, ses atouts et ses handicaps, ses chances et ses mérites, ses intentions et ses méthodes. Leurs chances ne sont pas égales : d'où un classement qui distingue les favoris (Raymond Barre, Jacques Chirac, Michel Rocard, dans l'ordre alphabétique), les aspirants (Laurent Fabius, Lionel Jospin, François Léotard), les outsiders (Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Mauroy), enfin les figurants (André Lajoinie et Jean-Marie Le Pen). Une démarche qui ne saurait prétendre être objective, l'auteur ne possédant pas plus que quiconque de talisman qui le prémunisse contre ses propres préjugés. Au moins a-t-il tenté d'être équitable et sincère, et a-t-il l'occasion d'observer de près ses modèles.

P.-S. Mes remerciements vont comme toujours à Monique Faraut grâce à qui la transcription matérielle d'un manuscrit cesse d'être une épreuve.



# *Les favoris*



# Alain Duhamel

## Le V<sup>e</sup> Président

Raymond Barre *ou* Alceste,  
Jacques Chirac *ou* Pardaillan,  
Michel Rocard *ou* Lancelot,  
Laurent Fabius *ou* Aramis,  
Lionel Jospin *ou* Curiace,  
François Léotard *ou* Roméo,  
Valéry Giscard d'Estaing *ou* Almaviva,  
Pierre Mauroy *ou* Flambeau,  
Jean-Marie Le Pen *ou* Goliath,  
André Lajoinie *ou* Fantômas.

Lequel d'entre eux sera élu cinquième Président de la Cinquième République au printemps 1988 ? Lequel d'entre eux succédera à François Mitterrand ? A moins que ce dernier ne se succède à lui-même...

En dix portraits éblouissants par leur acuité psychologique et leur qualité littéraire, Alain Duhamel nous fait connaître les grands de la vie politique française parmi lesquels nous aurons à choisir le monarque républicain.

Illustration de Gérard Faily



9 782070 708710



ex 874 de la C. O. Z. Edition ISBN 2-07-070871-3

72 FF tc